

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 9 février 2020

CAUSERIE ET INFOS

Néologisme. La sémantique du totalitarisme s'enrichit.

Plus scientifique que complotiste ou conspirationniste : La conpirologie.

Il s'agit d'un acte d'accusation portée sans preuve contre toute personne osant remettre en cause l'interprétation, le discours, la thèse, la théorie ou la propagande officielle sur les conditions dans lesquelles un évènement est survenu ou outrage suprême, se permettant de défier, d'interpeller les autorités en exigeant qu'elles fournissent des réponses cohérentes aux questions pertinentes (et insolentes) qui leur étaient posées, estimant que les réponses qui avaient été rendues publiques comportaient de graves lacunes ou contradictions, des contrevérités évidentes ou des zones d'ombres importantes ou tout simplement ne répondaient pas aux questions qui leur avaient été posées.

Le saviez-vous ?

Question : Le coronavirus a-t-il été transmis accidentellement par un animal ou a-t-il été fabriqué et diffusé intentionnellement parmi la population chinoise ?

Cela ne vous fait-il pas penser aux simulations d'attentats réalisées par certains Etats, peu de temps avant que de véritables attentats aux scénarios identiques se produisent ?

- Un jeu de rôles avec des représentants de l'establishment global sur le thème de la lutte contre une épidémie mondiale du virus corona a été organisé en octobre 2019 à New York, deux mois avant le véritable départ du coronavirus. Parmi les participants, l'on compte des représentants de l'ONU, des transnationales, de l'industrie pharmaceutique, de la Banque mondiale, de l'Administration américaine et d'autres personnalités importantes du monde global. Mondialisation.ca, 06 février 2020

J'imagine déjà les crétins empêtrés dans leur dogmatisme hurler à la théorie du complot. Vous savez ces agents aux airs inoffensifs ou amicaux, aux discours en apparence radicaux ou aux accents révolutionnaires qui épousent en fait le conformisme de leur époque, procureurs ou justiciers le reste du temps, qui empêtrés dans leurs contradictions ont mis leur imagination pétrifiée au service de la réaction, incapables de faire preuve du moindre discernement, de la moindre perspicacité, logique, lucidité, bref, de penser !

- Coronavirus, virus de la soumission par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca, 06 février 2020

Extraits. Un étrange virus semble s'emparer du monde. En comparant avec les dégâts causés par la simple grippe ou la pneumonie (non virale), ce virus corona (coronavirus ou pneumonie virale) venu de Chine, très modeste, provoque une vague politico-médiatique globale totalement disproportionnée. Ses effets économiques et politiques sont effectivement largement au-delà de l'aspect sanitaire. Alors que l'on nous parle d'épidémie mondiale, chaque apparition d'un cas isolé dans les pays européens (et pas dans tous) ou outre-atlantique, provoque une vague médiatique digne de la peste noire. Le discours est à ce point caricatural, que l'on se croirait plongé dans une

nouvelle production hollywoodienne, à laquelle se sont pliés la plupart des pays, notamment ceux revendiquant une certaine souveraineté, comme la Russie.

Depuis peu, les médias se sont focalisés sur le nouveau virus chinois, virus corona, forme de pneumonie virale. (...)

Qu'il y ait des cas d'infection, cela est incontestable. C'est l'ampleur médiatique donnée à ce virus, qui laisse pantois. Comparons avec ce qui est comparable, à savoir la pneumonie non virale et la grippe.

En 2015, dans le monde 920 000 enfants de moins de 5 ans sont morts de la pneumonie. 920 000. Et si la communauté internationale se décide à ouvrir les yeux et à aider les pays, il suffirait de donner accès à des vaccins qui existent, ce qui est parfaitement réaliste, l'on pourrait baisser la mortalité de cette maladie. Au rythme où l'on avance, les chercheurs estiment à 800 000 le nombre d'enfants de moins de 5 ans morts de pneumonie en 2030. Mais il est vrai que cela ne touche pas l'Europe ou l'Amérique du Nord ... Donc, pour la pneumonie, je répète, plus de 900 000 enfants morts par an.

En ce qui concerne la grippe, prenons le cas de la France. Dans l'hiver 2017/2018 par exemple, 13 000 personnes sont mortes de la grippe, dont 93% de personnes de plus de 65 ans. Cette année, depuis novembre, l'on compte déjà 22 morts. Selon les données fournies par l'Agence nationale de santé publique française, dans la semaine du 29 janvier, plus de 5 500 personnes se sont adressées aux urgences pour des problèmes de santé liés à la grippe et 460 ont été hospitalisées. Et 10 cas sans que le diagnostic vital ne soit engagé pour le coronavirus.

Sans qu'il soit nécessaire d'aller plus dans le détail, il est évident que le risque sanitaire découlant du virus corona comparé aux dégâts causés par la pneumonie ou la grippe est absolument minime. Pour autant, la Russie met en place en état-major de lutte contre le virus corona, rien moins de ça, commandé par Golikova, la vice-Premier ministre en charge de la santé; de nombreuses écoles sont fermées à Moscou, malgré le démenti publié dans la presse d'une injonction adoptée en ce sens (je le confirme personnellement); nous avons droit tous les jours au bulletin d'alerte mondial, de plus en plus difficile à remplir, car il ne se passe rien en Russie de notable sauf la prise de mesures dignes d'une guerre bactériologique. Si, une première victime directe est à noter: le Forum économique Sotchi n'aura pas lieu comme prévu, car il y a des étrangers et ces étrangers viennent de pays où il y a quelques cas de virus corona, donc évitons la pandémie. C'est une victime collatérale difficile à déplorer, la démultiplication des messes globalistes la fera passer inaperçue. La plupart des pays d'Europe et d'Amérique du Nord prennent des mesures draconiennes, des fonds incroyables sont dirigés pour lutter contre ce virus, que l'OMS a déclaré comme danger pour l'humanité. Des images incroyables de l'aéroport de Pékin, vide.

L'économie globalisée est directement touchée, par un virus qui fait moins de victimes que la grippe. Et les ressources étatiques sont mobilisées pour lutter contre cet étrange virus, qui semble surtout permettre de faire le tri dans les pays, de voir dans les faits ce qu'il en est de la souveraineté réelle prétendue et jusqu'où ces pays sont prêts à aller. Pour l'instant, ils semblent prêts à aller très loin. En ce sens, le virus corona ressemble beaucoup au virus de la soumission, ou d'allégeance.

Puisqu'il est impossible aujourd'hui de remettre en cause les dogmes sans être accusé de conspirologie, et que le virus corona est décrété comme rien moins qu'un danger pour l'humanité, mais qu'il devient difficile de prendre au sérieux ce qui ressemble de plus en plus à une hystérie globale, des voix dubitatives commencent à s'élever, certaines allant même immédiatement se couvrir sous le voile (devenu protecteur) de la conspirologie. En effet, alors que la Russie s'est lancée corps et âme dans la machine globaliste de la superproduction hollywoodienne de lutte contre le coronavirus, la première chaîne fédérale Pervy Kanal, aux infos du soir, a décidé de

lancer une série de reportages remettant en cause la religion proférée à ce sujet (par ailleurs très respectueusement dans le reste du journal), l'indiquant elle-même comme « conspiologique ». Pour les russophones, voir ici (à partir de 22.45)

(<https://www.youtube.com/watch?v=ZUQmNB6DWU8>) :

Et en effet, des choses surprenantes sont dites. Dans les réseaux sociaux, l'on a déjà entendu parler de ces laboratoires qui ont enregistré le virus corona ou des financements de Bill Gates dans l'industrie pharmaceutique. Immédiatement, la presse s'est lancée dans une opération de défense du dogme coronarien estampillant ces dissidents sous le sceau de l'infamie, celui de la conspiologie. L'on apprend ainsi que le virus a bien été utilisé, mais non créé, par les laboratoires incriminés, notamment dans l'émission en Russie, en revanche la défense est assez surprenante, elle ressemble surtout à un aveu.

Ainsi, ce brevet et les autres disponibles sur le net existent bien. Les laboratoires canadiens et autres ont bien des souches de coronavirus (ou virus corona) qui viennent des anciennes vagues virales, ils travaillent bien avec ces souches. Mais, ils n'ont pas volontairement (ou involontairement) contribué à sa propagation. Ca, en effet, ce n'est pas prouvé.

En revanche, l'émission russe donne une information qui surprend. Un jeu de rôles. Mais pas un simple jeu de rôles. Un jeu de rôles avec des représentants de l'establishment global sur le thème de la lutte contre une épidémie mondiale du virus corona a été organisé en octobre 2019 à New York, deux mois avant le véritable départ du coronavirus. Parmi les participants, l'on compte des représentants de l'ONU, des transnationales, de l'industrie pharmaceutique, de la Banque mondiale, de l'Administration américaine et d'autres personnalités importantes du monde global.

Dans tous les cas, les effets de ce virus corona sont très intéressants. Les frontières se ferment sur commande, indépendamment des guerres ou des épidémies réelles; sur commande, les ressources étatiques sont réorientées pour combattre un mal moins dangereux que les maladies existantes, dans le monde réel; toutes les ressources médiatiques sont dirigées dans le même sens, quel que soit le pays; des régions de pays se trouvent coupées (en Chine, mais aussi la Russie pense isoler une région). Et les Etats se plient, obéissent, jouent le jeu, s'alignent. Ils ont fait allégeance à un commandement global, diffus et quasiment impossible à géographiquement localiser. Ils furent contaminés par le virus. C'est effectivement une pandémie géopolitique.

- Le nouveau Coronavirus en Chine: l'examen des faits par Larry Romanoff - Mondialisation.ca, 04 février 2020

Les médias Occidentaux ont déjà défini les enjeux fondamentaux, toutes les sources médiatiques prétendant que le virus a été transmis à l'homme par des animaux ou des fruits de mer. Les médias ont encore jeté de l'huile sur le feu en affirmant que le virus provient « de gibier vendu illégalement » sur un marché « où l'offre comprend du gibier qui peut être porteur de virus dangereux pour l'homme », et que ce virus « s'est transmis à la population humaine à partir d'un animal infecté ». Les officiels Chinois ont déclaré que le virus semblait provenir d'un marché aux poissons de Wuhan, bien que son origine n'ait pas été déterminée ni confirmée par les autorités, et qu'il s'agit toujours d'une question non résolue étant donné que les virus franchissent les barrières d'espèces sans assistance humaine.

Bien qu'il n'y ait pas de preuve de guerre bactériologique, l'éruption d'un virus dans la ville de Wuhan juste avant la migration du Nouvel An Chinois pourrait avoir des répercussions sociales et économiques dramatiques. Wuhan, avec une population de 12 millions, est carrefour majeur au centre de la Chine, particulièrement pour le réseau de trains à grande vitesse, et avec plus de 60 corridors aériens offrant des vols directs vers la plupart des grandes villes du monde, ainsi que plus de 100 vols domestiques vers les grandes villes Chinoises. Lorsque nous ajoutons à cela le

grand rush du Festival de Printemps au cours duquel des centaines de millions de gens traversent le pays pour se retrouver en famille, les conséquences potentielles pour le pays tout entier sont d'une grande portée.

Comparaison avec le SRAS

Il s'agit d'un nouveau Coronavirus (2019-nCoV), une souche entièrement nouvelle de la famille des virus du SRMO (MERS- CoV) et du SRAS (SARS-CoV), bien que les premières analyses suggèrent qu'il ne soit pas dangereux.

Il a été prouvé que le SRAS est provoqué par une souche de coronavirus, une grande famille de virus en grande partie inoffensifs également responsables du rhume des foins, mais le SRAS a montré des caractéristiques jamais observées sur un virus d'origine animale ou humaine, lequel ne correspond pas non plus aux virus d'origine animale mentionnés précédemment, et contient du matériel génétique qui n'est toujours pas identifié – similaire à ce nouveau coronavirus de 2019.

Le virologue Alain Cantwell a indiqué à l'époque que « le mystérieux virus SRAS est un nouveau virus jamais observé par les virologues. Il s'agit d'une maladie entièrement nouvelle provoquant des effets dévastateurs sur le système immunitaire, et pour lequel il n'y a pas de traitement connu ». Le Dr. Cantwell a aussi remarqué que l'ingénierie génétique des coronavirus a été expérimentée par des laboratoires médicaux et militaires depuis des décennies. Il a écrit que lorsqu'il a fait une recherche dans PubMed pour le terme « ingénierie génétique du coronavirus », il a obtenu 107 références à des expériences scientifiques remontant à 1987. Pour citer le Dr. Cantwell :

« J'ai rapidement eu confirmation que les scientifiques avaient procédé à l'ingénierie génétique de coronavirus chez l'animal et l'homme pour produire des virus mutants et recombinants pathogènes depuis plus d'une décennie. Pas étonnant que les scientifiques de l'OMS aient si rapidement identifié le SRAS/coronavirus. Ce que les journalistes médicaux ne soulignent jamais c'est le fait que pendant plus de quarante ans, les scientifiques ont fait « franchir la barrière de l'espèce » à toutes sortes de virus d'origine animale et humain. Ils ont créé des virus chimères (des virus composés de virus de deux espèces différentes). Cette recherche sans garde-fou produit des virus de fabrication humaine dangereux, dont beaucoup ont le potentiel de devenir des armes bactériologiques. Assurément, le SRAS a toutes les caractéristiques d'une arme bactériologique. Après tout, les nouveaux agents de la guerre bactériologique n'ont-ils pas été conçus pour provoquer une nouvelle maladie avec un nouvel agent infectieux ? Comme dans de précédentes expériences militaires, tout ce qu'il faut ... pour répandre le SRAS est une bombe aérosol ... » (2) (3) (4)

Presqu'immédiatement après avoir obtenu la séquence du génome, plusieurs scientifiques Russes ont émis l'hypothèse d'un lien entre le SRAS et la guerre bactériologique. Sergei Kolesnikov, un membre de l'Académie des Sciences Médicales Russe, a déclaré que la propagation du virus SRAS pourrait avoir été une fuite d'un virus de combat élaboré dans les laboratoires d'armes bactériologiques. Selon plusieurs articles, Kolesnikov a indiqué que le virus de pneumonie atypique (SRAS) était la synthèse de deux virus (de la rougeole et de la parotidite infectieuse ou oreillons), dont la combinaison naturelle est impossible, et dont la combinaison n'apparaît jamais au niveau naturel, en déclarant : « Cela ne peut être réalisé qu'en laboratoire ». (5) Et Nikolai Filatov, le directeur des services épidémiologiques de Moscou, a été cité dans le quotidien Gazeta pour avoir déclaré qu'il pensait que le SRAS était de fabrication humaine parce « qu'il n'existe pas de vaccin pour ce virus, sa composition n'est pas claire, il n'est pas très répandu et la population n'est pas immunisée contre celui-ci ». (6) (7)

Cela n'a pas été largement publié à l'époque, mais il semble que la conclusion des biochimistes Chinois ait été la même, que le SRAS était de fabrication humaine. Cette conclusion n'avait rien de secret, mais elle n'a pas été communiquée aux médias internationaux parce qu'ils s'en seraient servis pour jeter l'opprobre sur la Chine, en la qualifiant de théorie de la conspiration. Les médias

Occidentaux ont totalement ignoré cet aspect, mis à part ABC News qui a mentionné que le « Mystérieux Virus » du SRAS était probablement « une arme bactériologique Chinoise qui a fuité du laboratoire par accident ». C'est gentil de la part d'ABC de le faire remarquer, mais leur hypothèse, si elle est exacte, constituerait un premier cas d'un pays créant et diffusant une arme bactériologique ethnique destinée à s'attaquer exclusivement à lui-même.

Il est donc remarquable, qu'alors que le SRAS s'est étendu ensuite à 40 pays, dans la plupart des pays les infections étaient rares, les morts avoisinent zéro, et ce sont exclusivement (ou presque exclusivement) des Chinois qui ont été infectés, ceux de Hong Kong plus sérieusement que d'autres, le continent Chinois étant peu affecté en comparaison.

Cela semble précisément être le cas avec ce nouveau virus, étant donné que la plupart des personnes infectées (jusqu'ici) sont des Chinois. Les informations parlent d'infections apparaissant en Thaïlande ou aux Etats-Unis, mais il s'agit (du moins à la date de parution de l'article) uniquement de Chinois qui avaient séjourné à Wuhan. Il n'y a pas eu jusqu'ici de cas d'infection de Caucasiens.

Comme pour le SRAS, ce nouveau virus semble étroitement cibler les Chinois. A ce stade, il est trop tôt pour tirer des conclusions spécifiques.

En d'autres circonstances, nous ne saurions y voir qu'une fâcheuse coïncidence, mais quelques incidents majeurs circonstanciels nous incitent à changer de point de vue. L'un d'eux est l'installation en Chine ces dernières années, de certaines universités et d'ONG Américaines pour conduire des expériences biologiques, lesquelles étaient si complètement illégales qu'elles ont provoqué la colère des autorités Chinoises. C'est particulièrement vrai lorsqu'on a appris que l'Université de Harvard avait secrètement procédé en Chine à des expériences précédemment interdites par les autorités durant des années, au cours desquelles les laboratoires ont collecté des centaines de milliers d'échantillons d'ADN Chinois avant de quitter le pays. (8) (9) (10) (11) (12)

Les Chinois ont été furieux d'apprendre que les Américains collectaient de l'ADN Chinois. Le gouvernement est intervenu pour interdire toute exportation ultérieure de ces données. La conclusion à l'époque a été que les « recherches » avaient été commanditées par les militaires Américains, afin que les échantillons d'ADN servent la recherche sur des armes bactériologiques ethniques.

Dans une thèse sur les Armes Bactériologiques, Leonard Horowitz et Zygmunt Dembek ont indiqué qu'un indice évident d'un agent de guerre bactériologique issu de l'ingénierie génétique était une maladie provoquée par un agent inhabituel (non usuel, rare ou unique), qui n'a pas d'explication épidémiologique. C'est-à-dire aucune source identifiable. Ils ont également mentionné une « éruption et/ou une diffusion géographique inhabituelles », dont la spécificité ethnique pourrait être un exemple. (13)

https://cdn.discordapp.com/attachments/549329993138831372/672429749074788352/US10130701_Patent.pdf

Les récentes éruptions de maladies infectieuses qui pourraient être qualifiées d'agents de guerre bactériologique sont potentiellement : le SIDA, le SRAS, le SRMO, la grippe aviaire, la grippe porcine, l'hantavirus, la maladie de Lyme, le Virus du Nil Occidental, Ebola, la poliomyélite (Syrie), la fièvre aphteuse, le Syndrome de la Guerre du Golfe et ZIKA. Et en fait, des milliers d'éminents scientifiques, médecins, virologues et épidémiologistes des 4 continents sont arrivés à la conclusion que tous ces virus avaient été conçus en laboratoire et diffusés délibérément. La récente épidémie de grippe porcine en Chine présente également les mêmes caractéristiques, les circonstances de son éruption et les preuves soulevant de nombreuses questions.

Il y a eu un autre fait étrange dans ce cas particulier, en plus des critiques habituelles sur la passivité et la culture du secret des autorités Chinoises, plusieurs médias Américains ont repris les accusations « d'un officiel du Département d'Etat Américain », déclarant que Washington était « toujours préoccupé » par le niveau de transparence du gouvernement Chinois concernant le coronavirus de Wuhan. D'autres articles ont mentionné que le CDC* Américain était « préoccupé par le fait que les autorités sanitaires Chinoises n'aient toujours pas communiqué officiellement les données épidémiologiques sur l'éruption du coronavirus de Wuhan, ce qui rend difficile d'endiguer l'épidémie ». Il n'y a pas de raison probante pour que le Département d'Etat des Etats-Unis, à quelque niveau que ce soit, se préoccupe de l'éruption d'un virus dans un pays étranger.

* Le CDC (Center for Disease Control) est une agence du gouvernement américain située en Géorgie et chargée de la prévention, de l'étude et du contrôle des maladies (centre épidémiologique). <https://www.futura-sciences.com/sante/definitions/medecine-cdc-3351/>

Leurs critiques étaient très étonnamment détaillées, demandant des données spécifiques sur le nombre d'infections résultant du contact direct sur le marché de Wuhan, le nombre d'infections résultant de la transmission de personne à personne, la période d'incubation précise d'exposition à l'origine des symptômes, le moment où les personnes deviennent contagieuses. Les questions étaient présentées en termes bienveillants dans le but d'aider les autorités médicales Chinoises à traiter le virus, bien qu'il se soit avéré que la Chine n'ait pas de leçons à recevoir en la matière.

A la date de rédaction de cet article, les détails étaient encore trop rares pour élaborer des conclusions définitives, mais dans chaque cas de ce genre, une fois que la fumée se dissipe, il reste de nombreuses questions sans réponses qui défient le récit officiel Occidental, mais cela n'est plus nouveau et les médias ont déjà prévu de passer à autre chose afin que l'affaire sorte de la tête du public Occidental, mais pas en Chine. Mondialisation.ca, 04 février 2020

Colonialisme. L'apartheid normalisée, officialisée, assumée.

1- En pratique, il traite les Palestiniens comme un peuple conquis, contraint à accepter à perpétuité l'hégémonie d'« Israël » – il suffit de constater que cet État pourra maintenir ses colonies déjà implantées, et continuer d'exercer une dominance sur les Palestiniens dans presque tous les domaines de la vie. Ni les réfugiés palestiniens ni leurs descendants ne seront autorisés à retourner sur leurs terres originelles, sauf dans la zone reconnue par les États-Unis et « Israël » comme leur soi-disant « État », ce qui signifie que même en théorie, ils ne pourront jamais prendre la main de manière démocratique sur l'état actuel des choses entre eux et leurs oppresseurs, même s'ils votaient en nombre pour démanteler l'autoproclamé « État juif » et le remplacer par quelque chose de plus inclusif, par exemple. Le dirigeant étasunien a décrit son projet comme la soi-disant « seule option pour la paix », ce qui n'est pas surprenant : personne n'aurait attendu une autre position de la part des États-Unis.

L'« accord du siècle » est basiquement une tentative d'attirer un soutien étranger plus large à l'occupation par « Israël » de la Palestine qui dure depuis des décennies ; le tout se trouvant « adouci » par des promesses d'aide économique pour créer le prétexte « publiquement plausible » pour les pays musulmans, comme ceux du Conseil de coopération du Golfe (CCG), de soutenir ce projet. Le fait que ces mêmes pays soient en excellents termes avec « Israël » constitue d'ores et déjà un secret de polichinelle, surtout au vu des stratégies de coordination régionales s'opposant à leur adversaire commun iranien : il faut s'attendre à ce qu'ils finissent (ou commencent) par utiliser cette proposition comme excuse pour formaliser ouvertement leurs relations. Au plan international, le marketing dramatique sous-jacent à ce projet met également les soutiens de la Palestine, qu'ils soient sincères ou superficiels, en porte-à-faux : ils se verront désormais décrits comme des supposés « opposants à la paix promouvant leurs intérêts ('antisémites') » s'ils ne se rallient pas

au projet. C'est d'autant plus le cas que la mémoire du 75ème anniversaire de la libération d'Auschwitz, qui contribua à « justifier » l'établissement d'« Israël », est frais dans tous les esprits. (Par Andrew Korybko - OneWorld 29 janvier 2020)

2- Trump et Netanyahu ont beau annoncer un plan de paix qu'ils qualifient de « deal » du siècle, il s'agit plutôt d'une confirmation et d'une consolidation de ce qui se passe sur le terrain depuis bien des années et qu'on qualifie de plus en plus d'apartheid, dit Yakov Rabkin, professeur émérite d'Histoire à l'Université de Montréal et auteur de Comprendre l'État d'Israël (Écosociété en 2014). C'est la politique de « fait accompli » si cher à Ariel Sharon.

Il note que les deux dirigeants qui ont présenté le soi-disant plan de paix s'adressaient beaucoup à leurs propres bases politiques. Dans le cas de Trump, il rappelle qu'il y a de plus en plus de Chrétiens sionistes dans le monde, dont 60 millions aux États-Unis, ce qui dépassent de beaucoup la population juive mondiale (14 millions au maximum).

Cet enthousiasme de Chrétiens extrémistes se manifestent au Brésil — Bolsonaro a annoncé qu'il déménageait l'ambassade brésilienne à Jérusalem dès son élection — comme en Bolivie depuis le coup d'État. Selon Yakov Rabkin Israël inspire les suprématistes blancs du monde, de la Pologne à la Bolivie.

Fréquent visiteur d'Israël, Yakov Rabkin décrit le problème démographique d'Israël qui fait en sorte que des immigrants en Israël venant de partout sont accueillis, MAIS à condition qu'ils ne soient pas arabes. Cette mentalité, selon le professeur Rabkin, découle directement de la nature colonialiste d'Israël. (Mondialisation.ca, 06 février 2020)

La difficile recomposition du mouvement ouvrier.

«Les guerres impérialistes profitent aux grands capitalistes des États les plus riches» par Immanuel Ness et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 07 février 2020

Mohsen Abdelmoumen : Dans votre livre Choke Points : Logistics Workers Disrupting the Global Supply Chain(Points d'étranglement : Les travailleurs de la logistique perturbent la chaîne d'approvisionnement mondiale), vous affirmez que le capitalisme mondial est un système précaire. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Dr. Immanuel Ness (1): L'économie mondiale est de plus en plus intégrée dans l'industrie de production et, à ce titre, les nations individuelles sont fortement impliquées dans les intrants qui contribuent à transformer les ressources naturelles en éléments manufacturés dans les marchandises. Ce système est très dépendant du transport des marchandises dans le monde entier. Ainsi, les travailleurs employés dans la logistique et le transport des marchandises font partie intégrante du flux continu de marchandises dans le monde entier. Comme les marchandises sont de plus en plus produites pour répondre à des demandes spécifiques des consommateurs et du marché dans les pays de destination du Nord, toute contestation de ce système fait échouer l'approvisionnement en marchandises. Les travailleurs de la logistique jouent un rôle crucial dans la distribution des produits manufacturés tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et peuvent donc interrompre la livraison des marchandises à différents stades de la production. Ainsi, la notion de point d'étranglement est enracinée dans le système de distribution. Ainsi, les points d'étranglement ralentissent et arrêtent la nécessité pour le système capitaliste de transformer les produits à différents stades de la chaîne mondiale des marchandises. Cette interruption a un impact significatif sur la fourniture de biens essentiels dans un système de production mondial hautement intégré dans lequel les consommateurs de biens à différents stades sont empêchés d'obtenir des apports cruciaux dans le système. La mondialisation économique et la flexibilité de la

production ont accru la dépendance à l'égard d'une livraison rapide et sans heurts des marchandises. Si ce système de transport aux points logistiques clés est interrompu ou brisé dans les usines, le camionnage, le transit ferroviaire, les aéroports, les ports d'expédition et les entrepôts, la livraison de ces biens ne peut pas atteindre les marchés de production et de consommation et constitue un risque pour la rentabilité. Ainsi, les chaînes d'approvisionnement mondiales intensifient l'importance d'un transport rapide et fiable des produits agricoles, des matières premières et des biens industriels fabriqués dans des usines qui dépendent de plus en plus de la sous-traitance de la production à des sous-traitants. Cela place le capital dans une position potentiellement précaire, très dépendante de la livraison des « marchandises juste à temps » sur les marchés.

D'après vous, le capitalisme est-il capable de dépasser les crises qu'il génère ?

Oui, le capitalisme actuel a dispersé les travailleurs à travers toute une série de processus de production, d'installations et d'entrepreneurs, atténuant ainsi le pouvoir des travailleurs de perturber les chaînes mondiales des marchandises. Bien qu'il existe des exceptions notables où les travailleurs de la logistique ont pu ralentir et, dans certains cas, empêcher la production et le transport de marchandises, les travailleurs n'ont pas aujourd'hui le pouvoir organisationnel nécessaire pour résister et surmonter la puissance écrasante du capital. En outre, il existe une propension des travailleurs privilégiés de la logistique, à savoir les marins et les dockers, qui sont payés des salaires très élevés, et qui préfèrent ne pas perturber un système qui leur a été favorable au détriment des travailleurs moins bien payés. En général, les travailleurs à bas salaires produisent des marchandises dans les colonies agraires et informelles et se trouvent généralement dans les pays du Sud où les salaires sont sensiblement plus bas que dans les États métropolitains et les États coloniaux où les produits de consommation finis sont généralement vendus à des consommateurs à salaires plus élevés. En outre, il faut noter que les syndicats sont beaucoup plus faibles qu'ils ne l'étaient au milieu et à la fin du XXe siècle, pendant l'ère fordiste, lorsque les travailleurs négociaient des salaires bien plus élevés grâce à leur contrôle de la production intégrée de marchandises. La mondialisation et la croissance des chaînes de produits de base interétatiques affaiblissent considérablement la capacité du travail à faire face au capital. Tant que ce déséquilibre de pouvoir ne sera pas réglé en faveur des travailleurs, les sociétés multinationales conserveront une position dominante.

Prétendre qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme ne révèle-t-il pas une impuissance à créer un système qui dépasse le capitalisme, lequel a montré ses limites ?

Non, nous vivons dans un monde dominé par le capitalisme, et de fait, de vastes luttes ont lieu entre le travail et le capital. Le problème est que la plupart des syndicats ont été vaincus et que tout minimum de régulation des marchés du travail rapaces est un formidable défi pour la classe ouvrière. De cette façon, dépasser le capitalisme n'est rien d'autre que de la rhétorique, car il est très peu probable que le capitalisme soit surmonté dans un avenir proche. Même s'il est possible que de grands États ou régions développent des systèmes socialistes, il est probable que le système mondial sera dominé par le capitalisme pendant les décennies à venir. Le principal défi consiste à restreindre la capacité du capitalisme à pénétrer les aspects fondamentaux de la vie sociale et à empêcher le capital de marchandiser inéluctablement les services essentiels : alimentation, santé, énergie, logement, éducation, etc. La seule façon de parvenir à une alternative est au niveau de l'État, et cela nécessite un État très fort qui est engagé dans le socialisme pour restreindre et affronter lentement le capitalisme. Ces États doivent être grands et forts. Des exemples récents de la marée rose en Amérique latine ont révélé les limites d'un « aller au-delà du capitalisme » sans capacités exceptionnelles pour défier le capital multinational et les États impérialistes de l'Ouest et d'ailleurs qui cherchent à trop marchandiser toute la vie sociale.

Le système capitaliste n'est-il pas en train de décimer des populations entières et de détruire la planète par son mode de consommation débridée ?

Oui, le système capitaliste actuellement en place, le capitalisme néolibéral, a détruit une grande partie des acquis sociaux de l'après-guerre dans le Nord mondial. Alors que les résidents des pays riches d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Océanie et au-delà sont poussés à continuer à consommer, et qu'en fait, le niveau de vie a augmenté et non pas diminué pour la majorité des pays riches, nous devons comprendre que les pays capitalistes avancés représentent peut-être un milliard des 7,7 milliards de personnes qui habitent la planète. Si le système capitaliste des pays riches était reproduit à l'échelle mondiale, la planète cesserait d'être habitable pour la population mondiale, là où les marchandises ne sont pas disponibles pour la vaste proportion des populations. La consommation des pays riches au détriment de la majorité pauvre conduit le monde au néant. En effet, la reconnaissance de l'impact dévastateur de la production capitaliste de marchandises n'a pas conduit à un déclin de la consommation en Occident.

Oui, absolument. Mais nous n'avons pas seulement besoin de syndicats plus combattifs, mais aussi d'organisations plus fortes. Aujourd'hui, les chercheurs en sciences sociales qui étudient le travail se sont concentrés sur les organisations combattives faibles, sur le modèle des Industrial Workers of the World (ndlr : syndicat des Travailleurs Industriels du Monde) plutôt que sur les organisations fortes. Les syndicats autonomes sont considérés comme une nouvelle forme d'organisation du travail. Ce que cette perspective laisse de côté, c'est que les travailleurs autonomes se sont toujours engagés dans la lutte contre les patrons. Il est vrai que de nombreux syndicats existants sont devenus des organisations fossilisées et bureaucratiques, et ont perdu leur engagement dans la lutte des classes, préférant s'engager dans des négociations de concessions avec le capital. Mais cela est surtout vrai parce que les syndicats n'ont pas vraiment le pouvoir de vaincre le capital. L'usine fordiste est une structure dépassée, tout comme les syndicats qui représentent un grand nombre de travailleurs. Ainsi, il est important d'avoir non seulement des syndicats combattifs, mais aussi des syndicats forts. À mon avis, ces syndicats doivent s'aligner sur des partis politiques forts et engagés qui se consacrent à vaincre le capitalisme et l'impérialisme. D'une certaine manière, cela s'inspire des syndicats du début du XXe siècle qui étaient alignés sur les partis politiques. Aujourd'hui, nous devons tirer les leçons des succès et des erreurs du passé. Mais si la classe ouvrière et la grande majorité des pauvres de la planète veulent améliorer leur sort, ils doivent s'organiser.

N'y a-t-il pas une nécessité stratégique d'avoir un front ouvrier mondial contre le capitalisme et l'impérialisme ?

Bien sûr, il est toujours utile d'avoir une solidarité entre les travailleurs à l'échelle mondiale, mais compte tenu des grandes différences de conditions économiques qui résultent des transferts de valeurs des pays du Sud vers le Nord, il est peu probable que les travailleurs des pays riches aillent à l'encontre de leurs intérêts économiques et défient le capitalisme et l'impérialisme. Prenez par exemple les récentes élections en Europe, en Amérique du Nord, en Océanie et dans les pays de l'OCDE, où l'on assiste à une montée des mouvements de droite de la classe ouvrière qui s'opposent aux immigrants, ne remettent pas en cause les politiques impérialistes, et sont plus enclins à augmenter les salaires et les conditions de protection sociale qu'à s'engager dans la solidarité avec les travailleurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Vous avez raison de dire qu'il est nécessaire d'avoir un front mondial des travailleurs, mais à mon avis, ce front viendra des travailleurs opprimés des pays du Sud, plutôt que des travailleurs relativement aisés du Nord.

Les syndicats bureaucratiques n'ont-ils pas abandonné la lutte de la classe ouvrière ?

Oui, les syndicats bureaucratiques ont abandonné le soutien aux luttes de classe. Ils ont ignoré les demandes spontanées de la base pour une amélioration des salaires, des conditions de travail et des avantages sociaux. Mais c'est généralement le cas des organisations économiques, c'est pourquoi il est nécessaire d'avoir également un engagement politique en faveur de l'anticapitalisme et de l'anti-impérialisme. Bien que la lutte soit longue et fastidieuse en l'absence d'un parti d'avant-garde et d'une direction dévoués à la classe ouvrière, les luttes quotidiennes des travailleurs décrites dans les nombreuses études menées dans le monde entier, ne gagneront pas

de terrain. La bureaucratie syndicale est également une caractéristique des syndicats qui ont accepté et fait progresser le capitalisme et l'impérialisme à tous les niveaux. Ainsi, la Confédération internationale des syndicats (CSI) plaide en faveur de formes syndicales qui prendront une position subordonnée vis-à-vis du capital. Cela est également vrai pour les syndicats sectoriels nationaux, à quelques exceptions près en Asie, en Asie du Sud-Est et en Afrique australe, où les syndicats rejettent une position subordonnée et s'engagent à lutter contre l'impérialisme.

Dans votre livre très important pour comprendre les luttes des travailleurs du sud Southern Insurgency: The Coming of the Global Working Class (Insurrection du Sud : L'avènement de la classe ouvrière mondiale), vous explorez les nouvelles luttes des ouvriers des pays du sud comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du sud. Quelles sont les spécificités de la lutte ouvrière dans ces pays que vous citez dans votre livre ?

Southern Insurgency: The Coming of the Global Working Class révèle l'expansion des luttes de classe dans le Sud global pour construire des syndicats plus responsables et engagés dans la lutte des classes, plutôt que des syndicats bureaucratiques qui sont attachés à la collaboration avec la direction, l'État et le marchandage de concessions. Le livre montre que les travailleurs du monde entier sont engagés dans un pouvoir de classe autonome. Même en Chine, les travailleurs développent des organismes indépendants qui cherchent à améliorer les conditions. Bien que les caractéristiques de chacune des luttes dans l'industrie automobile, la production de chaussures et l'exploitation minière diffèrent, le pouvoir des travailleurs provient et est généré par les activités de la base des travailleurs. Malheureusement, les syndicats, en tant qu'organismes économiques, ne sont pas en mesure de faire valoir leurs revendications pour inclure tous les travailleurs. Les niveaux élevés de chômage, les bas salaires et les conditions dangereuses ne peuvent être contrôlés sur une base nationale par les assemblées de travailleurs, les syndicats autonomes et le manque de direction dévouée et fondée sur des principes. Le livre rend hommage aux luttes de classe des travailleurs dans chacun de ces pays, qui furent les plus grandes grèves des années 2010, mais il montre aussi les limites de ces luttes pour se transformer en forces puissantes de changement systémique national et régional.

En Algérie, les syndicats autonomes ont prouvé leur combativité contrairement au syndicat bureaucratique lié au patronat. Ne pensez-vous pas que pour être efficaces, les mouvements syndicaux doivent s'affranchir de la bureaucratie ?

Oui, comme on l'a dit, la bureaucratie est une fonction de l'économisme, un effort plus limité pour défendre les travailleurs dans des industries distinctes. En Algérie, les syndicats autonomes se sont engagés dans des actions directes contre les employeurs et leur combativité est un modèle pour les travailleurs des pays du monde entier. Cependant, ces syndicats doivent montrer qu'ils ont la capacité de se transformer en organisations plus fortes. En Algérie, ces mouvements ont été réprimés par les forces de sécurité de l'État. Ce qu'il faut, c'est que ces syndicats se regroupent en des organismes plus larges, avec une direction cohérente, dédiée aux problèmes des travailleurs. Bien sûr, les syndicats doivent se libérer de la bureaucratie, mais il est important de ne pas assimiler la bureaucratie au pouvoir politique et économique. L'autonomie est une pratique quotidienne qui doit être renforcée par la capacité à briser le système capitaliste. Si les actions de masse ont été très impressionnantes, la classe ouvrière algérienne doit être unifiée pour exiger des concessions politiques et économiques spécifiques de la part de l'État et du capital.

Vous avez fait un travail d'anthologie remarquable en publiant The International Encyclopedia of Revolution and Protest: 1500 to the Present en 8 volumes, The Encyclopedia of Global Human Migration, et The Palgrave Encyclopedia Imperialism and Anti-Imperialism. Pour mieux combattre le capitalisme, ne faut-il pas s'armer d'outils théoriques que vous offrez notamment à travers vos livres ?

L'éducation est toujours une entreprise importante et plus nous avons de connaissances sur le monde qui nous entoure et sur l'histoire des mouvements de gauche dans le passé, plus nous pouvons tirer des leçons des succès et des échecs du passé. Chacun de ces travailleurs vise à montrer la diversité de la résistance que les opprimés engagent pour faire avancer leurs intérêts. Mais ils montrent également que dans de nombreux cas, les mouvements politiques sont confrontés au bras fort de l'État et du capital, qui les bat généralement. Il est important de se battre pour gagner plutôt que de se battre pour perdre. Ainsi, la gamme des courants politiques qui sont présentés dans les ouvrages montre comment divers mouvements politiques ont réussi en disposant du pouvoir de submerger l'État et le capital. Incidemment, je termine une deuxième édition de l'Encyclopédie Palgrave de l'impérialisme et de l'anti-impérialisme, qui montre comment les luttes de principe ancrées dans la réalité, plutôt que les objectifs utopiques, sont les plus efficaces pour améliorer les conditions des opprimés.

Vous êtes rédacteur en chef du Journal of Labor and Society. Ne pensez-vous pas que la classe ouvrière en lutte a besoin de ses propres médias pour contrer les médias de propagande qui sont entre les mains du pouvoir de l'argent ?

Oui, il est incontestablement nécessaire de disposer de médias puissants pour contrer la propagande qui prévaut dans le courant dominant. Les travailleurs n'ont pas seulement besoin de revues, mais aussi d'émissions populaires, de publications en ligne, de films, de littérature, etc. C'est une réalité constante que même dans le milieu universitaire, les publications de gauche sont victimes d'attaques et sont vulnérables car elles sont contrôlées par les grandes maisons d'édition qui génèrent des milliards de revenus chaque année : alors que le Journal of Labor and Society compte 50 000 lecteurs par an, les éditeurs s'intéressent aux résultats et à la rentabilité et désapprouvent les revues et publications qui défient le capitalisme et l'impérialisme. Ceux d'entre nous qui s'opposent au système d'exploitation du capitalisme et de l'impérialisme doivent soutenir les journaux de gauche. Mais ils sont peu nombreux. De plus en plus, nous constatons que ces revues abandonnent leurs principes de justice sociale au profit de la rentabilité, qui est le principal indicateur de succès. Je peux citer d'innombrables journaux de gauche qui ont adopté le néolibéralisme et se sont déplacés vers le centre. Nous devons choyer et protéger non seulement les revues universitaires, mais aussi tous les médias qui contestent l'injustice du système politique et économique.

On voit de plus en plus de guerres impérialistes déclenchées au profit des grands capitalistes et qui visent à piller les richesses des peuples. Selon vous, le mouvement syndical et autres organisations de la gauche combative dans les pays du nord n'ont-ils pas un autre combat à mener et qui est d'affirmer leur solidarité avec les peuples du sud, les damnés de la Terre ?

Je suis tout à fait d'accord. Le bilan de la résistance de la gauche à la guerre impérialiste est pitoyable et faible. Parfois, la plupart des gauchistes soutiennent la guerre sur la base d'une intervention humanitaire artificielle. Les syndicats aux États-Unis et dans d'autres pays impérialistes soutiennent souvent les orientations politiques de l'armée, du Département d'État et des services de renseignement. Il faudra une éducation importante pour contrer les programmes impérialistes des pays du Nord, car il n'y a pratiquement pas d'opposition. Je travaille sur un projet sur le thème de la guerre sous forme de sanctions, pour démontrer que les sanctions sont utilisées comme un instrument de guerre dans des dizaines de pays auxquels s'opposent les États-Unis, l'Europe occidentale et leurs alliés. Les sanctions sont une forme hybride de guerre qui, dans de nombreux cas, tue plus de personnes qu'un conflit militaire par manque d'accès à la nourriture, aux médicaments, aux installations sanitaires et autres nécessités. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables aux sanctions économiques. Les pays sont incapables de reconstruire les infrastructures après la dévastation des guerres. Ces guerres et sanctions sont menées de manière disproportionnée contre les États du Sud en Asie du Sud-Ouest, en Afrique du Nord, en Afrique au sud du Sahara, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les guerres impérialistes profitent aux grands capitalistes des États les plus riches, et, comme vous le dites,

pillent les richesses des peuples et créent plus de misère. Je ne vois pas le mouvement syndical et la gauche dans les pays du Nord s'engager dans la solidarité. Dans ce cas, l'opposition vient de groupes aux principes généralement restreints qui reconnaissent que ces guerres profitent au Nord. Ainsi, si les médias occidentaux s'opposent souvent au coût de la guerre, ils font référence aux dollars dépensés par les États-Unis, l'Europe et d'autres pays occidentaux, et non au coût infligé aux pays du Sud. Toutefois, nous, Occidentaux, ne devrions pas échapper à nos responsabilités simplement parce que nos pays sont les bénéficiaires de la guerre impérialiste. Nous devons nous battre chaque jour pour changer le calcul et nous opposer à la guerre. C'est notre tâche, c'est notre responsabilité. Je suis en train de terminer trois nouveaux livres dans l'année qui vient sur ces sujets.

1.Note sur l'auteur : Qui est le Dr. Immanuel Ness ?

Le Dr. Immanuel Ness est professeur de sciences politiques au Brooklyn College de la City University de New York. Il est un spécialiste de l'organisation des travailleurs, de la mobilisation et de la politique, et un militant syndical. Son travail l'a mené à voyager dans de nombreux pays, principalement en Amérique du Nord, en Asie et en Afrique. Les recherches et les publications du Dr Ness portent sur l'économie politique des mouvements ouvriers, l'organisation sociale des travailleurs, les relations du Sud, le socialisme et l'impérialisme contemporain. Il est corédacteur en chef du Journal of Labor and Society. Le Dr Ness est également associé de recherche principal au Centre pour le changement social de l'Université de Johannesburg.

Immanuel Ness a été organisateur syndical et militant syndical de 1989 à 2011. Pendant cette période, il a appris à défendre les intérêts des travailleurs sans emploi déconnectés en organisant leur propre association directement dans les bureaux des chômeurs de l'État de New York. En 1990, il a fondé le Comité des chômeurs de New York. Il a notamment travaillé en 2001 avec des travailleurs mexicains, des syndicats et des organisations communautaires de la ville de New York pour établir un code de conduite pour les travailleurs migrants qui étaient payés en dessous du salaire minimum.

Le Dr Ness a obtenu son doctorat à la Graduate School & University Center, CUNY.
Mondialisation.ca, 07 février 2020

Lutte des classes et guerre psychologique.

Monolithisme de la pensée ou quand le temps de cerveau disponible est réduit à une taille inférieure à celle d'un grain de riz.

Les médias proposent quotidiennement les mêmes sujets, les mêmes infos, et pratiquement à la virgule près les mêmes articles, d'où cela provient-il ? Emballé, c'est pesé, formaté, prédigéré, prêt à être consommé en masse.

Lu dans le portail de l'AFP à destination des entreprises : *Des contenus prêts-à-publier pour les médias.*

Plus loin destiné cette fois aux médias : *Optimisez vos ressources éditoriales. Des articles édités et prêts-à publier sur vos sites et plateformes.*

Une sortie tellement grotesque que les médias-oligarchiques ont été obligés de rectifier...à regret !

Pour Nathalie Loiseau (LREM) sur la BBC Two, le 5 février : *“Je suis surprise qu’un journaliste ne sache pas qu’il n’y a plus de grève en France”* .

Désormais, quand des grèves persistent en France contre le projet de réforme des retraites, il n’y a que Nathalie Loiseau qui ne s’en aperçoit pas. - Le Huffington Post 6 février 2020

- Retraites: 130.000 manifestants à Paris selon la CGT, la mobilisation en baisse - Le Huffington Post 6 février 2020

130.000 personnes manifestaient à Paris ce jeudi 6 février contre la réforme des retraites pour cette neuvième journée interprofessionnelle, a annoncé à l'AFP la CGT, à l'origine de l'appel avec Force ouvrière, Solidaires, la FSU et des organisations de jeunesse (Unef, MNL, UNL). Selon des chiffres du ministère de l'Intérieur, les manifestants étaient 121.000 dont 15.000 à Paris.

Les manifestants ont battu le pavé parisien, entre gare de l'Est et place de la Nation, pour réclamer le “retrait d’un projet injuste et dangereux”, à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU et d'organisations de jeunesse. Ils étaient 5300 à Lyon, 4.500 à Marseille, 2700 à Rennes, 3500 à Toulouse ou Bordeaux, 2700 à Rennes, 1700 à Lille, 1600 à Clermont-Ferrand, 1300 à Dijon, 1100 à Perpignan, selon les préfectures ou la police.

Lors de la précédente manifestation, le 29 janvier, ils étaient 180.000 à manifester contre la réforme selon la CGT à Paris, 13.000 selon le ministère de l'Intérieur.

Qui a tenu ces propos particulièrement cyniques ?

1- *“On en est à la 9e journée donc bien sûr, comment voulez-vous que les gens tiennent le rythme?”*

Réponse : Benoît Teste, le secrétaire général de la FSU, fédération majoritaire dans l'Éducation nationale. Euronews 6 février 2020)

2- *"Le soutien de la population ne s'est pas érodé. Faut qu'on sorte le plus convenablement possible du mouvement. Mais comment?"*

Réponse : M. Giraud, responsable FO. (AFP 8 février 2020)

3- *« Nous n'avons pas entretenu collectivement l'idée que la grève générale pouvait être un outil notamment pour bloquer l'économie et établir un rapport de forces pour faire avancer les choses».*

Réponse : Annick Coupé est secrétaire générale d'Attac France. Propos partagé par le NPA dans un article du 3 février *Les organisations syndicales face à une nouvelle étape*.

Que le symbole de l'extrême gauche décomposée soit aligné sur cette officine de la réaction, n'a rien d'étonnant.

A la remorque des bureaucrates pourris des syndicats non plus, le dernier paragraphe de cet article le prouve si nécessaire :

- *"La façon dont les directions syndicales accompagneront, assumeront le passage d'une guerre de position, la grève reconductible, à une guerre de mouvement avec notamment ces actions « coup de poing », ciblant davantage les responsabilités politiques (ou syndicales!) et la visibilité médiatique pourrait impacter les bilans qui ne manqueront pas d'être tirés à l'issue du mouvement."*

Le bilan, votre bilan, on le connaît déjà puisque vous aurez contribué à faire passer cette réforme scélérate.

Lutte ouvrière n'est pas en reste. Ils ont publié un article le même jour sur le même sujet en trouvant le moyen de ne même pas évoquer la nécessité de la grève générale, que les conditions ne soient pas remplies selon moi pour qu'elle se réalise est un autre sujet : *Contre la politique de Macron et du grand patronat, le combat continue !*.

Pour LO, c'est plié, on n'en parle plus, ils sont déjà dans la période d'"après la réforme des retraites", sans même chercher à comprendre pourquoi elle va passer, à quoi bon, ils s'en foutent, ils ont la tête ailleurs : *Lutte ouvrière présente de nombreuses listes !*

Inutile de vous dire que LO et le NPA ont chacun pondu un article toxique sur le coronavirus copié sur le discours officiel, cela allait de soi.

Le NPA et LO notamment, c'est l'extrême gauche le cerveau en moins...

Le 17 février, la 10e journée d'action bidon pour faire passer la réforme contre le droit à la retraite, à moins qu'il y en ait une de prévue avant.

- Le 17 février, jour de l'examen du projet de réforme des retraites en séance à l'Assemblée nationale, l'Unsa-RATP, premier syndicat de la régie des transports parisiens, appelle à un lundi noir et espère frapper un grand coup. Euronews 6 février 2020

Rappel pour les faibles d'esprit ou les amnésiques, la question tabou que pratiquement aucun militant ne souhaite poser : Pourquoi les travailleurs ne se sont-ils pas mobilisés le samedi 11 janvier pour défendre leur droit à la retraite ?

Si je vous dis que de la réponse à cette question dépend en grande partie le destin de l'humanité ou de la civilisation humaine, vous allez sans doute hausser les épaules et penser que c'est un peu gros ou que je suis dérangé.

Moi voyez-vous, ce qui me dérange, c'est quand quelqu'un se défile parce qu'il ne tient pas à affronter la réalité en face, et refuse obstinément d'admettre que sa stratégie est erronée parce qu'elle repose sur une analyse faussée au départ.

Personnellement je sais très précisément pourquoi j'ai cessé de militer et de m'intéresser à ce qui se passait dans le monde pendant 20 ans, et que l'explication que j'ai trouvée ne soit pas vraiment à mon avantage, ne m'a pas empêché de reconnaître qu'elle était parfaitement cohérente ou valable. Ce qui aurait été impardonnable et relativement facile, cela aurait été de refuser de l'admettre ou de fabriquer une explication qui me permette de me donner bonne conscience, mais par bonheur cela ne fait partie de mes principes.

Quand dans la vie ou en politique quelque chose devait se produire et ne se produit pas ou vice versa, on cherche à comprendre pourquoi en général, un tout autre comportement est inconscient ou irresponsable.

Boycott !

Comment deviiient-on collaborateur de classes ?

- Une ville doit-elle être gérée comme une entreprise? - Slate.fr 7 février 2020

Les élus doivent désormais composer avec des notions issues du secteur privé telles que la «performance». Slate.fr 7 février 2020

En outre, ils appliquent aussi la politique antisociale du gouvernement, ils remplissent le rôle de procureurs garants du respect de la Constitution de la Ve République par les sujets de la ploutocratie. Auriez-vous la vocation pour y participer ?

- Organisations syndicales et patronales sont attendues à Matignon le jeudi 13 février au matin. - lejdd.fr 7 février 2020

LVOG - Pour quoi faire ?

- Le bilan des travaux engagés ces dernières semaines sur les questions de pénibilité, des pensions de retraite minimum, des départs progressifs à la retraite ainsi que des transitions des systèmes actuels vers le système universel", ont indiqué les services du Premier ministre, Edouard Philippe. lejdd.fr 7 février 2020

LVOG - Vous aurez compris que ces discussions servent uniquement à légitimer ou cautionner la réforme contre la retraite de Macron-BlackRock. Auriez-vous la vocation pour y participer ? Assurément si vous avez colporté l'illusion que les mêmes dirigeants syndicaux pourraient appeler à la grève générale, tandis qu'ils sont tous engagés auprès de Macron pour l'aider à faire passer cette réforme contre le droit à la retraite.

Vous aurez remarqué que les discours peuvent évoluer, mais pas les pratiques.

C'est ainsi qu'on entend souvent dire que le régime est devenu autoritaire, totalitaire, certains ont même été jusqu'à faire référence à la barbarie, vous avez pu l'entendre ou le lire comme moi, je n'invente rien, et soudainement quand viennent des élections, ils rentrent dans le rang, ils se retrouvent tous au garde-à-vous pour y participer !

C'est comme si tout ce qui s'était passé au cours des mois ou des années précédentes qui justifiait ces caractérisations s'était volatilisé au profit d'un dogmatisme ou conformisme au relent de populisme répugnant auquel ils sont prêts à tout sacrifier. Si cela ne vous étonne pas, rassurez-vous, moi non plus !

Une telle volte-face, de telles girouettes, des dirigeants politiques si dénués de principes ne peuvent évidemment pas inspirer confiance, ils ne le devraient pas car tout sonne faux chez eux.

Certains sont marginalisés et craignent d'être encore plus isolés ou coupés des masses s'ils ne participent pas à cette mascarade d'élection, disent-ils. En fait, l'expérience a amplement prouvé qu'ils s'en foutaient éperdument, et qu'il ne s'agissait que de vulgaires manoeuvres d'appareils pour ensuite monnayer leur soutien à tel ou tel élu ou parti en échange de postes ou d'avantages en nature.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable !

Quand ils n'ont pas un sexe à la place du cerveau, on ne pourrait y loger un grain de riz !

Les gestapistes de la pensée unique de l'extrême droite à l'extrême gauche veillent. On les emmerde !

Il y a "<l< de majorité>" qui sévissent sur les réseaux sociaux, assurément. Ils ont été créés pour leur donner la possibilité de répandre leur crasse ignorance, afin de décourager ceux qui tendraient à s'élever au-dessus de la médiocrité ambiante et asphyxier ou étouffer les voies progressistes ou les opposants au régime.

Décérébrés, lobotomisés, grands frustrés, hyper complexés, mal baisés, trous du cul, foireux, lâches, dépressifs, belliqueux, haineux, ratés, minables, la liste des cas psychopathologiques est longue...

Dans la poubelle du populisme. Les médias tous populistes et manipulateurs, qui en doutaient encore ?

LVOG - Cette histoire est datée du 7 février 2020. Avant qu'elle soit reprise en chœur par les médias poubelles, c'est l'AFP qui l'avait diffusée :

- Un collaborateur asiatique surnommé "Grain de riz": Isabelle Balkany se défend de racisme - AFP 7 février 2020

C'est seulement 2 jours plus tard que je suis tombé sur cet article en première page de Yahoo News politique, la veille il n'y figurait pas et il n'apparaissait pas non plus dans le portail de l'AFP, j'ai insisté en me lançant dans une recherche plus approfondie, en vain.

Or, à la lecture ce matin de l'article de l'AFP, je m'aperçois qu'à la virgule près, c'est l'article que l'ensemble des médias avaient reproduit tout ou en partie, le documentaire soit-disant "exhumée sur les réseaux sociaux" qui serait à l'origine de cette minable polémique, devait servir en fait de couverture aux véritables auteurs de cette épidémie de totalitarisme, l'AFP.

- «Grain de riz» : quand Isabelle Balkany affublait un employé vietnamien d'un surnom raciste - RT France 7 février 2020

Une séquence d'un documentaire sur le couple Balkany tourné en 2002 vient d'être exhumée sur les réseaux sociaux et fait scandale. On y voit Isabelle Balkany se faire masser le bras par un employé d'origine asiatique qu'elle surnomme «Grain de riz».

«C'est pas raciste, c'est de l'amitié», a renchéri l'homme surnommé «Grain de riz», interrogé par l'AFP, et qui ne souhaite pas donner son vrai nom. «Patrick et Isabelle [Balkany] ne sont pas racistes, c'est pas la peine de chercher la petite bête», a-t-il ajouté. RT France 7 février 2020

En chœur.

- Quand Isabelle Balkany surnommait un collaborateur asiatique "grain de riz" - Paris Match
- Isabelle Balkany et "Grain de riz", son employé cambodgien ... - TF1
- "Grain de riz", quand Isabelle Balkany tenait des propos racistes - MSN.com
- "Grain de riz" : quand Isabelle Balkany donnait un surnom raciste à un employé - Orange actu
- Quand Isabelle Balkany présentait "grain de riz", employé de la mairie de Levallois - RTL
- De vieilles images d'Isabelle Balkany surnommant un employé asiatique "Grain de riz" font polémique - europe1.fr
- "Je l'ai baptisé 'Grain de riz'" : des propos racistes tenus en 2002 par Isabelle Balkany font polémique après leur rediffusion - francetvinfo.fr
- «Grain de riz, il est extra» : pour Isabelle Balkany, ce surnom n'est pas raciste - Le Parisien
- Quand Isabelle Balkany appelait un employé de mairie : "grain de riz" - bienpublic.com

- Isabelle Balkany a baptisé un collaborateur asiatique «Grain de riz» - Le Figaro
 - “Grain de riz” : quand Isabelle Balkany tenait des propos racistes - valeursactuelles.com
 - Racisme anti-asiatique?: quand Isabelle Balkany appelait son employé cambodgien “grain de riz” - lesinrocks.com
 - « Je l'ai baptisé “Grain de riz” » : LCP exhume des propos racistes anti-asiatiques d'Isabelle Balkany - nouvelobs.com
 - Racisme anti-asiatique : épinglée dans une vidéo d'archives, Isabelle Balkany assume - leexpress.fr
-

Green New Deal. Comment « redistribuer la richesse par la politique climatique ».

- D'où vient réellement l'argent derrière le «Nouvel Agenda Vert»? par F. William Engdahl - Mondialisation.ca, 04 février 2020

En à peine plus d'un an, tout le monde semble avoir sauté dans le train en marche du « Nouvel Agenda Vert », consistant à prendre des mesures radicales pour « arrêter » le changement climatique. À présent, la citadelle de la mondialisation économique corporatiste[1], le Forum Économique Mondial (FEM) de Davos en Suisse, en a fait son thème principal cette année : « les actionnaires [unis] pour un monde soutenable et cohésif [Stakeholders for a Cohesive and Sustainable World] », avec un accent majeur mis sur des thèmes et slogans comme « comment sauver la planète [How to Save the Planet] ». Bien sûr, parmi les orateurs invités on a pu trouver la jeune activiste suédoise Greta Thunberg. Ce qui est compris par bien peu d'observateurs, c'est la précision d'orfèvre avec laquelle tout ceci est orchestré afin de préparer une réorientation massive des flux mondiaux de capitaux, à l'occasion de laquelle une poignée de géants financiers se repositionne sous nos yeux pour en bénéficier à plein.

De Greta à « Bonnie » Prince Charles[2], les thèmes du Davos 2020 ont été dominés pour la première fois par l'Agenda du changement climatique. Ce qui transpire du sommet réunissant 3000 délégués des grandes firmes privées mondiales, c'est qu'une campagne mondiale majeure est orchestrée, et qu'elle inclut les plus grands patrons des fonds d'investissement de capitaux et les plus grands banquiers centraux du monde.

Les Administrateurs au-dessus de tout soupçon de Davos

Il ne relève pas du hasard que Davos, forum promoteur de la mondialisation, soit si fermement positionné derrière l'Agenda du changement climatique. Le FEM de Davos dispose en effet d'un Conseil d'administrateur associés. Or, parmi eux se trouve le soutien précoce de Greta Thunberg, le multimillionnaire du climat Al Gore, président du Projet Réalité Climatique [Climate Reality Project].

Ce Conseil inclut également l'ex-patronne du FMI Christine Lagarde, aujourd'hui à la tête de la Banque Centrale Européenne et dont les premiers mots dans cette fonction ont été que les banques centrales doivent à présent faire du changement climatique une priorité. Un autre administrateur de Davos est l'ancien patron de la Banque d'Angleterre Mark Carney, qui vient d'être nommé conseiller au changement climatique de Boris Johnson, et qui avertit que les fonds de pension qui ignorent le changement climatique risquent à présent la banqueroute (sic). Le Conseil inclut encore le fondateur influent de Carlyle Group, David M. Rubenstein. Également Feike Sybesma, du géant néerlandais-britannique de l'agro-business Unilever, qui préside également le Forum de Direction de Haut Niveau sur la Compétitivité et la Tarification du Carbone (FCTC) de la Banque Mondiale[3]. Et le personnage qui est certainement le plus intéressant en termes de promotion du « Nouvel Agenda Vert » se trouve être Larry Fink, PDG fondateur du groupe d'investissements BlackRock[4].

Larry Fink, PDG et fondateur de BlackRock, annonce le changement à venir.

BlackRock n'est pas un fonds d'investissement ordinaire. Basé à New York, c'est le plus grand gestionnaire d'actifs du monde avec quelques 7000 milliards de dollars (oui, 7 billions en français !), investis dans plus de 100 pays. C'est plus que le PIB combiné de l'Allemagne de la France. Il domine le marché des actions de toutes les bourses du monde, et il se renforce systématiquement au capital des principales compagnies pétrolières et charbonnières du monde. L'aspirant politicien allemand de la CDU Frederick Merz a d'ailleurs été président de BlackRock en Allemagne depuis 2016.

Le 14 janvier 2020, quelques jours à peine avant le forum de Davos mettant à l'honneur le changement climatique, Fink a publié une lettre annuelle d'un ton inhabituel à l'adresse des PDG privés. Le fondateur et PDG de BlackRock a sauté dans le train de l'investissement climatique pour ne pas manquer le gros lot.

Dans cette lettre, lue avec attention et qui guide de nombreux investisseurs cherchant à placer les milliards de Blackrock, il écrit : « le changement climatique est devenu un facteur déterminant dans les prospectifs à long terme des entreprises ». Au sujet des manifestations climatiques récentes, Fink déclare : « la tension change rapidement, et je crois que nous sommes au bord d'une recomposition fondamentale de la finance. La preuve d'un risque climatique force les investisseurs à réexaminer les paradigmes au cœur de la finance moderne[5] ».

Déclarant que « le risque climatique est un risque d'investissement », Fink invoque alors une question impossible à résoudre : à quel point le risque climatique va impacter les économies de la planète. Et nous apprenons qu'il a la réponse ! Faisant référence à ce qu'il appelle « un réexamen profond du risque et des valeurs des actifs », Fink nous révèle que « parce que les marchés de capitaux vont pousser en avant les risques futurs, nous allons voir des changements dans l'allocation des capitaux plus rapidement que nous n'allons voir changer le climat lui-même. Dans le futur proche (et plus proches que certains n'anticipent), il y aura une réallocation incitative du capital ». Et nous apprenons surtout qu'une poignée des plus grands groupes d'argentiers mondiaux vont en fait diriger cette réallocation du capital... Ceci déjà, appelle réflexion. Mais y'a-t-il un autre agenda derrière tout cela ?

Comment Fink et ses amis vont-ils réorienter leurs flux d'investissements, investissements au passage, qui proviennent de l'argent des peuples, les économies de millions d'entre nous ? BlackRock a l'intention d'exiger des entreprises dans lesquels il investit ses 7000 milliards de \$, de prouver leur mise en accord avec les exigences vertes, en « faisant de la soutenabilité [écologique] une partie intégrante de la construction de portefeuille d'actions et de la gestion des risques ; en se défaussant d'investissements qui présentent un haut risque en termes de soutenabilité [écologique], comme les producteurs de charbon thermique ; en lançant de nouveaux produits d'investissement qui examinent de plus près les énergies fossiles ; et en renforçant notre engagement vers la soutenabilité [écologique] et la transparence dans nos activités de gestion d'investissements[6] ». Traduction : si vous ne suivez pas les exigences du GIEC de l'ONU et des groupes affiliés incluant McKinsey & Cie, vous allez perdre beaucoup d'argent... GDFC et CNCS : regardons de plus près la composition...

Au titre de cette prétention à la vertu sur le nouvel investissement vert, Fink déclare que BlackRock fut un membre fondateur du Groupe de travail sur la « Divulgence Financière relative au Climat » (GDFC)[7]. Lequel se revendique œuvrant pour « l'évaluation et le suivi des risques relatifs au climat, et pour les problèmes de gouvernance afférents dans la gestion de ces risques, le GDFC fournit un cadre valable ».

Pour rappel[8], le GDFC fut créé en 2015 par la Banque des Règlements Internationaux (BRI), alors dirigée par l'actuel administrateur de Davos anciennement patron de la Banque d'Angleterre Mark Carney. En 2016, le GDFC de conserve avec la City de Londres (en tant que Corporation) et

le Gouvernement britannique, lança l'Initiative Finance Verte (IFV [Green Finance Initiative]), visant à canaliser des milliers de milliards de dollars vers des investissements « verts ». Les banquiers centraux du CSF ont alors nommé 31 personnes issus du GDFC[9]. Présidé par le milliardaire Michael Bloomberg, de l'Agence de Presse éponyme, ce groupe incluait des personnages clés en plus e ceux de Blackrock, issus de la JP Morgan Chase, de la banque Barclays, HSBC; Swiss Re, la seconde plus grande compagnie de réassurance mondiale ; la banque chinoise ICBC, l'aciériste indien Tata Steel, la compagnie pétrolière italienne ENI, Dow Chemical, le géant minier BHP Billington et David Blood de Generation Investment LLC. Remarquons le rôle crucial ici des banquiers centraux...

Et pour rassurer davantage BlackRock et ses amis dans le monde, que les milliers de milliards de dollars s'orienteront vers les bons investissements et les bonne entreprises, Fink déclare que « BlackRock croit que le Conseil des Normes Comptables en matière de Soutenabilité [écologique] (CNCS)[10] fournit un assortiment clair de normes pour rendre compte des informations relatives à la soutenabilité, parmi une large gamme de problèmes potentiellement rencontrés... ». Ceci pourrait sembler rassurant, jusqu'à ce que nous examinons de plus près les membres de ce CNCS qui vont être chargé de délivrer l'Imprimatur « Bon pour le climat [Climate Friendly] ». Les membres incluent en effet, en plus de ceux de BlackRock : le fonds Vanguard, Fidelity Investments, Goldman Sachs, State Street Global, Carlyle Group, Rockefeller Capital Management, et de nombreuses autres banques majeures comme Bank of America-Merril Lynch et UBS.

Qu'est donc en train de mettre en place ce groupe-cadre ? D'après leur site Internet (appelant aux dons de la part de bonnes âmes émues par tant de mobilisation des grands argentiers pour le climat) : « depuis 2011, nous avons travaillé vers un but ambitieux de développement et de maintien de la soutenabilité dans les normes comptables pour 77 industries[11] ». Donc, pour résumer : ce sont les mêmes groupes financiers qui pilotent aujourd'hui les flux de capitaux mondiaux vers les projets miniers, charbonniers et pétroliers depuis des décennies, qui vont à présent devenir les arbitres décidant de quelles entreprises seront « qualifiées pour la bénédiction par l'argent » (ou pas), pour bénéficier des futurs investissements en « obligations vertes [green bond] »...

Ajouter encore quelques banquiers centraux...

Dans les mois récents, les banquiers centraux principaux du monde ont chacun déclaré, de façon surprenante, que le changement climatique devenait soudain une partie des « responsabilités essentielles » des banques centrales, oubliant soudain d'autres problèmes comme l'inflation et la stabilité des devises. Personne ne s'est pourtant soucié d'expliquer comment cela devrait fonctionner, ce qui n'en est pas moins déconcertant.

En novembre 2019, la Réserve Fédérale a tenu une conférence, intitulée « l'économie du changement climatique[Economics of Climate Change] ». Lael Brainard, présidente de la Commission sur la Stabilité Financière de la FED, a déclaré que le changement climatique a une importance pour la politique monétaire et la stabilité financière. Et dans ses récents commentaires, le patron de la Banque Centrale du Japon, Haruhiko Kuroda, a pareillement déclaré à un journal japonais que « le risque relatif au climat diffère des autres risques, en ce que son impact à relativement long terme que les effets vont durer plus longtemps que d'autres risques financiers, et que cet impact est bien moins prévisible ». « Il est dès lors nécessaire d'investiguer et d'analyser minutieusement l'impact du risque relatif au climat ». Et dans ses premiers commentaires en tant que nouvelle patronne de la Banque Centrale Européenne, l'ancienne directrice du FMI Christine Lagarde a elle aussi déclaré qu'elle voulait un rôle clé pour le changement climatique dans la revue [à venir] des politiques de la BCE, s'attirant les critiques de Jens Weidmann, un autre membre allemand de la BCE[12].

Mais le banquier central le plus notoire et actif concernant le changement climatique, est sans doute l'ancien patron de la Banque d'Angleterre Mike Carney, par ailleurs Administrateur du FEM de Davos aux côtés de Larry Fink. Carney, qui va donc œuvrer à présent en tant que conseiller au réchauffement climatique de Boris Johnson, a déclaré récemment à la BBC, citant un analyste de fonds de pension demeuré anonyme : « si vous additionnez les politiques de toutes les entreprises ici-bas aujourd'hui, elles correspondent à un réchauffement de 3,7/3,8°C ». Il poursuit en affirmant que les scientifiques déclarent que les risques associés avec une augmentation de 4°C incluent « une augmentation de 9 m du niveau des océans, affectant jusqu'à 760 millions de personnes, provoquant des vagues de chaleur et de sécheresse, et de sérieux problèmes d'approvisionnement en nourriture[13] ». Vu comme ça en effet, ça fait peur.

Comme nous l'avons remarqué plus haut, déjà en 2015, le membre du Conseil de Davos, Carney, en tant que président du Conseil de Stabilité Financière (CSF) de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), avait créé le Groupe de travail sur la « Divulgence Financière relative au Climat » (GDFC), afin de conseiller « les investisseurs, prêteurs et les assurances concernant les risques relatifs au climat[14] ».

Ce qui devient de plus en plus clair, derrière la poussée mondiale actuelle demandant des actions spectaculaires pour remédier au changement climatique, c'est qu'il s'agit davantage de justifier une réorganisation majeure de l'économie mondiale, vers des modes de production d'énergie bien moins efficaces, ce qui impliquera un rabaissement drastique des modes et comforts de vie au niveau mondial. En 2010 déjà, le président d'un groupe de travail du panel intergouvernemental des Nations unies sur le changement climatique[15], le Dr Otmar Edenhofer, avait averti un intervieweur : « Il doit être dit clairement que nous redistribuons de fait la richesse du monde par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion considérant la politique climatique internationale comme une politique environnementale. Elle n'a pratiquement plus rien à voir avec la politique environnementale...[16]».

Et quelle meilleure façon de « redistribuer la richesse par la politique climatique » pourrait-on trouver, si ce n'est de commencer par poser comme arbitre le plus grand contrôleur d'argent du monde comme BlackRock ?

Notes :

[1] NDT : Corpocratie (néologisme) : gouvernement dans lequel les grands groupes et les grands cartels bancaires dictent leur loi au-dessus des États.

[2] Bonnie Prince Charles, référence à Charles Édouard Stuart (1720-1788).

[3] High Level Leadership Forum on Competitiveness and Carbon Pricing. NDT : l'auteur parle du Groupe « Banque Mondiale », organisation faïtière en effet constituée de 5 organisations financières internationales au total : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ; l'Association internationale de développement (IDA) ; la Société financière internationale (IFC) ; l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) ; le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

[4] « Leadership and Governance », site officiel du FEM de Davos présentant son Conseil.

[5] « A Fundamental Reshaping of Finance », Larry Fink, Site officiel de BlackRock, Janvier 2020.

[6] Ibid.

[7] Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD).

[9] Liste sur le site officiel du GDFC : <https://www.fsb-tcfd.org/about/>

[10] Sustainability Accounting Standards Board (SASB)

[11] « Donate – Your support helps us move the market » <https://www.sasb.org/donate/>

[12] « Central Bankers' Core Mission Now Includes Climate Change » (ZeroHedge, 1-1-2020) <https://www.zerohedge.com/political/central-bankers-core-mission-now-includes-climate-change>

[13] « Central Bankers' Core Mission Now Includes Climate Change » (ZeroHedge, 1-1-2020), précité.

[14] NDT : Voir l'article précédent de F. William Engdahl : « Les grandes manœuvres derrière Greta et le « Changement climatique » : suivez l'argent... » (25 Septembre 2019). Précité.

[15] UN Intergovernmental Panel on Climate Change

[16] « IPCC Official: "Climate Policy Is Redistributing The World's Wealth" » (Neue Zürcher Zeitung, 14 Novembre 2010 ; WUWT, 18-11-2010)

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier, diplômé en politique de l'Université de Princeton et auteur de best-sellers sur le pétrole et la géopolitique. Son dernier livre, « Le charme discret du djihad », est publié aux éditions demi-lune. Article initial exclusif pour le magazine en ligne New Eastern Outlook.

Un faux prétexte pour racketter et appauvrir les peuples.

- Europe : bientôt une taxe sur la viande ? - lepoint.fr 08.02

Après la taxe soda et, alors que certains militent pour imposer plus durement la charcuterie, c'est la viande qui fait son retour dans le débat. Il ne s'agit pas cette fois de s'interroger sur sa toxicité, mais sur son impact environnemental. Des associations néerlandaises ont soumis au Parlement européen un rapport présentant les avantages économiques et environnementaux d'une taxe sur les protéines animales, explique le journal Les Échos. (...)

La production de viande exerce aussi une pression non négligeable sur les ressources aquifères. Les scientifiques sont nombreux à estimer qu'il faut donc réduire la consommation de protéines animales, mais elle devrait au contraire augmenter. Avec une taxe, ces associations néerlandaises estiment donc que la consommation de bœuf pourrait être réduite de 67 % d'ici à 2030, de 57 % pour le porc et de 30 % pour la volaille.

Si l'idée n'est pas inédite, l'ampleur de la taxe estimée par les associations l'est. Les projections pourraient ainsi faire grimper le prix de certaines viandes de 25 %. À partir de 2021, le surcoût envisagé serait de 10 centimes pour 100 grammes, peu importe la viande. Mais, à terme, c'est le bœuf qui serait le plus fortement touché avec 47 centimes, suivi du porc avec 36 centimes et de la viande de poulet avec 17 centimes.

Au niveau européen, cette taxe pourrait rapporter 32 milliards d'euros d'ici à 2030, selon ses créateurs. (...) Pour l'instant, la taxe n'est toutefois pas encore en discussion au niveau européen, même si des projets émergent localement, notamment aux Pays-Bas et en Allemagne. lepoint.fr 08.02

On imagine les plus pauvres qui se passent déjà de viande...

Je rappelle que ma consommation de viande (poulet essentiellement) est insignifiante, poissons ou produits de la mer, oeufs compris, je ne sais pas au juste, 100 ou 200 grammes par semaines tout au plus, pas par goût ou par principe, mais tout simplement parce que cela ne me dit rien. J'ai une alimentation intelligente (Ce n'est pas encore interdit!), très diversifiée et non carencée. Je cuisine moi-même, y compris les pizzas, les tartes salées ou les gâteaux au yaourt, il n'y a plus que le pain que je n'ai pas essayé.

Chez moi, on ne mange pas, on se nourrit, on se soigne, on déguste, on savoure, on se régale, on fait un repas très simple... gastronomique ! Même une simple soupe peut être succulente ! On fait bien des écarts, mais ils sont rares. Pour un coût imbattable, je calcule et compare tout au centime près, sans lésiner pour autant sur la quantité et la qualité, cela allait de soi, mais il fallait le préciser.

Mon secret, il est destiné aux plus pauvres. Attention, personne ne nous surveille, bon, je peux vous le livrer : Je cuisine pour plusieurs jours le repas du soir, on en mange 5 jours de suite, c'est très économique, y compris en gaz et en temps de vaisselle !